



HAL
open science

Le vingt-et-unième siècle ne sera pas le siècle de la Chine

Jean Ruffier, Rigas Arvanitis

► **To cite this version:**

Jean Ruffier, Rigas Arvanitis. Le vingt-et-unième siècle ne sera pas le siècle de la Chine. Une mondialisation contrariée – L'Europe et la Chine face à de nouveaux enjeux, L'harmattan, 2019. halshs-02017590

HAL Id: halshs-02017590

<https://shs.hal.science/halshs-02017590>

Submitted on 13 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Le vingt-et-unième siècle ne sera pas le siècle de la Chine¹

Jean Ruffier & Rigas Arvanitis

(à paraître 2019), Chapitre d'un ouvrage sur la mondialisation de Xavier RICHET & Julien VERCUEIL chez L'harmattan, 18 p.

Contenu

La solidité étonnante du pouvoir politique chinois.....	3
Comment sortir de la « <i>middle income trap</i> »	5
La montée des conflits.....	10
Le contrôle des citoyens et des fonctionnaires.....	11
Les effets désastreux de la lutte contre la corruption	14
Conclusion	15

Il y a plus de trois ans nous évoquions dans le journal Lyon-Capitale, la possibilité d'une possible présidence à vie de l'actuel Président XI Jinping² qui semble se vérifier, au moins au regard des nouveaux pouvoirs mis à sa disposition par la nouvelle constitution. Mais quels résultats économiques peut-on attendre de ce nouvel homme fort qui se compare lui-même à MAO Zedong et utilise les mêmes formes d'exercice du pouvoir : culte de la personnalité et contrôle politique et répressif de l'opinion publique et intellectuelle et des voix discordantes ? Celui qui est venu au pouvoir au nom de la lutte contre la corruption saura-t-il satisfaire les citoyens du nouveau géant économique mondial qu'est devenue la Chine ?

Le sort des Chinois a connu des évolutions considérables durant le vingtième siècle. En guerre pratiquement ininterrompue pendant toute la première moitié du siècle, le pays dont MAO Zedong prend la tête en 1949 est alors un des plus pauvres de la planète. La période maoïste sera une lutte constante de ce dernier pour le pouvoir absolu. Il n'y aura pas consensus au sein du Parti communiste et, MAO, plusieurs fois mis sur la touche, n'hésitera pas à déclencher une véritable guerre des générations, la révolution dite « *culturelle* », pour se maintenir seul au sommet. A sa mort en 1976, il laissera les Chinois se débattre avec un des plus bas niveaux de vie de la planète avec un sous-emploi chronique, une agriculture rudimentaire, un secteur industriel archaïque.³ Ce fracassant échec économique du maoïsme a été mis sur le compte d'une mauvaise gestion politique, parfois excusée par la fascination exercée par le maoïsme sur les intellectuels occidentaux mais aussi par un choix politique, en Chine, de ne pas faire porter cette responsabilité par

¹ Un article, beaucoup plus succinct, est paru sous le même titre sur le site web de Lyoncapitale en mars 2015

² <http://www.lyoncapitale.fr/Journal/France-monde/Actualite/Tribune-libre/Chine-Xi-Jinping-president-a-vie> posté le 19 mars 2015

Nous mettons en majuscules les noms de famille chinois et les prénoms en minuscules, car l'habitude visant à mettre le prénom en premier rend illisible la plupart de ses derniers en français.

³ Barry NAUGHTON (2007). *The Chinese Economy. Transitions and Growth*. MIT Press.

la personne de MAO Zedong lui-même mais plutôt par quelques « mauvais génies » (la bande des quatre). Ce choix permettait aussi de justifier les formes de gouvernement autoritaire mais aussi une certaine collégialité au sein du pouvoir central. Lorsque DENG Xiaoping prend les rênes du pouvoir, il n'y a ni consensus politique sur les réformes à mener ni véritable choix de politique économique. Il fallait surtout ne pas revenir en arrière donc graduellement libérer l'économie rurale des contraintes imposées par la collectivisation des campagnes et de ne plus suivre l'orientation fondée sur l'industrie lourde qui était l'option soviétique à cette époque suivie encore dans la plupart des pays socialistes et des pays du Tiers Monde.

La spectaculaire croissance de l'économie chinoise « en-dehors du plan » comme l'a nommée Barry NAUGHTON a été une divine surprise atteignant à la fois la totalité du monde rural et très rapidement les centres urbains. Jusqu'au brusque arrêt de 1989, la Chine connaît une transformation sans précédent, où se mettent en place les entreprises rurales, les marchés ruraux, la décollectivisation des campagnes, le retour à des entreprises familiales mais aussi la création d'entreprises « de bourg et de village » qui formeront l'ossature de la première vague d'industrialisation chinoise.⁴

Le pragmatisme qui a marqué cette période s'est aussi traduit par une économie à deux vitesses : celle de l'économie de marché, fondée sur des entreprises de petite taille mais nombreuses, dans les secteurs des biens de consommation où l'Etat central relâche progressivement son emprise réglementaire, et une économie encore planifiée, fondée sur les grandes entreprises d'Etat qui semblent beaucoup plus difficiles à réformer tant la volonté de l'Etat est de les contrôler étroitement. De leur côté, les Chinois étaient préoccupés par autre chose de plus urgent que la richesse personnelle : la survie dans un monde pauvre et totalitaire. Les bonnes raisons qui ne nous ont pas fait voir la pauvreté de la Chine sont l'évidence de son décollage économique, sa modernisation accélérée à partir des années 80. Même si la Chine n'a qu'un PIB assez moyen, compte tenu de sa population, elle reste le pays qui a fait le plus régresser l'extrême pauvreté sur cette planète, entre 1990 et 2010. C'est cette même croissance « à deux chiffres » qui a légitimé les changements politiques à la tête de l'Etat (notamment le passage de JIANG Zemin (1989-2002) et de HU Jintao (2002-2012)). La présente période est celle de l'arrivée au pouvoir de la « cinquième génération » de dirigeants, issus des réformes économiques, l'éviction de BO Xilai et le gouvernement sans partage de XI Jinping. Il nous semble que les processus politiques engagés actuellement qui se traduisent par un renforcement de l'appareil répressif et la concentration du pouvoir, ainsi que la tenue d'un discours nationaliste, très idéologique (ou plutôt moins pragmatique) que dans les précédents gouvernements, loin de renforcer la position économique du pays, au contraire la fragilisent.

Nous nous appuyons ici sur des travaux menés au sein du laboratoire franco-chinois de sociologie des organisations de l'Université SUN Yatsen à Canton (中山大学中法组织研究中心) et dont nous avons assuré, tous deux, l'encadrement. Rappelons que nous avons commencé à mener des recherches au sein de cette université chinoise dès 1989. Notre petite équipe est devenue un laboratoire officiel de 2000 à 2014. Il a été remplacé par une équipe universitaire plus conforme au fonctionnement chinois actuel. Sans être encore basés en Chine, nous continuons à suivre l'actualité du développement industriel du Delta de la Rivière des Perles.

⁴ ARVANITIS, Rigas, MIEGE, Pierre et ZHAO, Wei (2003). Regard(s) sur l'émergence d'une économie de marché en Chine. Perspectives chinoises. (77), 53-65.

Notre raisonnement commence par expliquer l'histoire des formes de pouvoir politique en Chine en rapprochant ces formes avec l'efficacité économique globale. Puis nous nous interrogerons sur ce qui a fait le succès économique de la Chine. Nous aborderons les défis que rencontre cette économie depuis le tournant que constitue 2010 avec l'augmentation des coûts de production liée à une hausse générale des salaires et des profits. Nous regarderons notamment les principaux facteurs d'instabilité actuelle, et notamment la politique de la lutte contre la corruption. Ce qui devrait pousser nos lecteurs à estimer que si la Chine a des chances raisonnables de maintenir une croissance économique assez forte, elle peut très bien connaître de graves crises, et, à tout le moins, il est tout à fait improbable qu'elle domine l'activité économique mondiale au XXI^e siècle. Comme nous le montrerons plus loin, il faudrait qu'elle arrive à résoudre les questions propres au nouveau régime de croissance dans lequel elle se trouve aujourd'hui, chose qui nous semble improbable avec les choix politiques effectués aujourd'hui par le gouvernement central.

La solidité étonnante du pouvoir politique chinois

A la mort de MAO, les hauts cadres du Parti, installés dans la nouvelle cité interdite reprennent la main et éliminent le clan MAO⁵. Pour parvenir à ce but, ils sont vraisemblablement obligés de faire un pacte : celui de se partager le pouvoir et d'éviter la victoire d'un clan sur les autres. Il se met en place une forme de pouvoir qui nous semble historiquement assez rare que nous pourrions appeler *oligocratie* (pouvoir d'un petit nombre) ou même de *cryptocratie* (pouvoir tenu par des personnes inconnues). Nul doute que ce pouvoir collégial, mais opaque, a constitué un facteur décisif de la survie de ce régime communiste. Le socialisme mondial s'effondre politiquement et économiquement au tournant des années 90, sauf, en Chine. Une politique d'ouverture politique et économique sera mise en œuvre par consensus dans tout le spectre politique. Pourtant, entre 1986 et le printemps 1989, en partie à cause des premiers succès économiques spectaculaires des réformes qui s'amplifieront dans les trente années suivantes, la Chine a été secouée par un mouvement de contestation d'une ampleur inégalée. La mise à l'écart du premier secrétaire ZHAO Ziyang met en évidence la complexité des rapports de force qui entourent les fonctions dirigeantes et la tentation d'éliminer toute contestation par un renforcement de l'autoritarisme dictatorial. Lorsque le pouvoir a vacillé en juin 1989, le premier secrétaire a été écarté et remplacé pendant un temps relativement court par LI Peng qui a été imposé par un petit groupe collégial composé des « anciens », de DENG Xiaoping (qui avait involontairement attisé la colère en condamnant publiquement les protestations étudiantes) et du Comité permanent du Bureau politique de l'époque. La loi martiale fut décrétée le lendemain de la nomination de LI Peng. Cet acte décisif marque un choix du Parti communiste d'accepter le changement sans renoncer au pouvoir. Le pouvoir n'était donc pas entièrement dans les mains du numéro un – quel qu'il soit pourrait-on dire. LI Peng n'a exercé le pouvoir central que le temps de réprimer le mouvement populaire, puis a été remplacé par des dirigeants plus faciles à faire accepter au peuple chinois, notamment par JIANG Zemin, et aussi mieux acceptés dans cette tension entre modernisateurs et conservateurs. D'ailleurs DENG Xiaoping lui-même, grand artisan des réformes a du quitter les postes de pouvoir qu'il occupait à cette époque.

⁵ Jean-Luc DOMENACH (2012), *Mao, sa cour et ses complots*. Fayard, 576 pp.

Il n'en est pas moins resté comme le père des réformes économiques dans la mémoire de chinois, notamment grâce à une tournée dans le Sud (1992) qui lui permet d'affirmer la nouvelle libéralisation de l'économie contre les conservateurs, sans changer le système de gouvernement dictatorial du Parti.⁶

La Chine a ainsi inventé un système autoritaire pratiquant l'alternance, certes limitée aux hommes du Parti (avec un nombre infiniment petit de femmes de pouvoir) ce que confirment les exemples de JIANG Zemin et de son successeur HU Jintao. Ce système politique a été envié par nombre de pays en développement et en transition car on lui attribue le succès économique que l'on peut constater aujourd'hui.

Dans les informations dont nous disposons, il semblerait que XI Jinping ait pu se libérer de la tutelle de ceux qui l'ont mis en place. Il a pris le pouvoir à la suite d'une intense et rocambolesque lutte de pouvoir où il a été le protagoniste contre BO Xilai accusé de corruption, et, de ce fait, n'a cessé de renforcer son pouvoir en s'appuyant sur sa lutte dite contre la corruption. Mais au-delà de cette lutte interne de pouvoir, XI Jinping défend également une politique interventionniste dans les relations internationales qui contraste avec la position de non-alignement ou d'intervention minimale que la Chine avait tenu jusque-là. Il semblerait donc que la Chine veuille haut et fort exercer son nouveau pouvoir économique et son nouveau pouvoir militaire.

Nous en concluons que nous assistons à un véritable changement de régime politique. Ce qui faisait l'originalité historique du pouvoir chinois vient de disparaître.

Comprendre la solidité du pouvoir chinois passe par un petit retour à son histoire. C'est un tout petit groupe qui a pris le pouvoir en 1949, issu de l'armée qui s'est battue contre le Guomindang, puis contre les Japonais, puis à nouveau contre le Guomindang. Les communistes chinois ont joué un rôle important dans la seconde guerre mondiale, mais ils n'ont guère remporté de victoires contre les Japonais. Les Américains n'ont pas hésité à armer les communistes chinois quand ils ont compris que leur aide pouvait leur être utile. En écrasant l'armée chinoise, les Japonais après la fin de la 2^{ème} guerre mondiale avaient en quelque sorte laissée la voie libre à MAO Zedong. Pour imposer sa loi sur l'ensemble du territoire, le nouveau régime décide d'organiser la société par unité économique : c'est ce qu'on appelle les unités de vie. Chaque Chinois dépendra à partir de ce moment d'une unité de vie qui contrôlera, plus ou moins étroitement, son état civil, ses études, ses emplois, le nombre de ses enfants, ainsi que ses autorisations diverses et variées⁷.

Le contrôle centralisé de l'ensemble du territoire est favorisé par une tradition impériale qui s'appuyait sur un pouvoir fort et une administration composée de hauts fonctionnaires lettrés qui accèdent à leur fonction grâce à un concours fondé sur la maîtrise de l'écriture d'un nombre élevé de caractères chinois. Cependant, chaque administration locale doit se financer, créer ses propres ressources et éviter le contrôle du pouvoir central. Cette dualité entre le contrôle centralisé et le contrôle local marque profondément le développement économique du pays et sera à l'origine de grandes variations dans les niveaux de croissance, les niveaux de vie, d'instruction, de ressources mais aussi de libertés publiques d'une province à une autre.

Le pouvoir central présente des faiblesses. Elles résident déjà dans la disproportion entre le pouvoir central (2000 personnes) et les 80 millions qui sont membres du Parti. Bien sûr, les membres du Parti ne votent que selon les instructions qui sont données, mais un

⁶ GUILHEUX, Gilles (2018). *La République Populaire de Chine. Histoire générale de la Chine (1949 à nos jours)*. Paris: Les Belles Lettres, 460 pp.

⁷ Pierre MIEGE (2005), *Les évolutions de la danwei dans la Chine des réformes*, Thèse de sociologie de EHESS soutenue le 15 mars 2005 à Paris,, 503 p.

coup d'état intérieur n'est pas une impossibilité, surtout si le pouvoir apparaissait dépassé, ou déplaisait par trop. On imagine aussi, des mouvements sociaux. En fait, nous avons une vision d'une Chine tellement sûre d'elle-même que nous négligeons les observations objectives. Depuis près de dix ans, la majorité des observateurs scientifiques constatent que l'idéologie communiste du pouvoir apparaît complètement ringarde pour la majorité des Chinois. Plus grave, le mécontentement d'une partie importante de la population atteint des sommets au point que l'Etat ne publie plus ses propres indices de nombre de conflits. Depuis 2009, on assiste à une croissance du nombre de conflits du travail, les salariés obtenant ainsi de fortes hausses de salaire. Cette conflictualité est nourrie par la hausse des prix de l'immobilier qui fait que la plupart des travailleurs migrants, soit plus de la moitié des ouvriers des usines exportatrices, ne parviennent plus à se loger en famille dans la ville de leur lieu de travail⁸. Ainsi une contestation qui parfois s'exprime ouvertement émane non seulement des « perdants » de la modernisation économique, notamment dans les campagnes les plus pauvres, mais aussi parmi les membres des classes moyennes qui se sont enrichis mais doivent faire face à de nouveaux problèmes inconnus à ce jour (gestion de l'espace urbain, effets de la pollution, rémunérations insuffisantes au regard des augmentations des prix, accès inégal à l'école, etc...). Ainsi, malgré la volonté de puissance des présidents chinois et de l'appareil du Parti, nous notons du fait de ces contestations que le système politique semble devenir sinon plus fragile, du moins contesté. Ajoutons à cela les tensions politiques persistantes, comme celles des régions du Xinjiang et du Tibet, qui entraînent une violence permanente et qui ont déjà coûté des centaines de vies ces dernières années, et nous avons tous les ingrédients d'un cocktail explosif et d'une violence qui peut devenir incontrôlable.

Comment sortir de la « *middle income trap* »

Aujourd'hui, la Chine est face à des problèmes économiques nouveaux. Elle ne peut plus compter sur les bas salaires pour entrer en compétition avec les entreprises du reste du monde. Il lui faut donc réadapter son appareil économique, agricole et industriel. La difficulté est réelle. Les pouvoirs publics misent sur l'innovation et aident massivement les entreprises à développer leur recherche-développement, mais ils ont plus de mal à leur donner accès aux prêts nécessaires pour les investissements dont elles ont besoin pour se transformer. L'essentiel des financements vont à quelques groupes industriels publics que le pouvoir contrôle directement. Pour continuer à croître, il va falloir continuer à rechercher des idées nouvelles, à débattre, à tester, et c'est là que le changement de système politique peut constituer une entrave. Car, aujourd'hui, du fait du changement d'attitude du gouvernement central, les dirigeants industriels, qu'ils soient publics ou privés, évitent davantage de prendre des décisions. Les campagnes contre la corruption frappent aveuglément, et les décideurs évitent de prendre des décisions qui les exposent.

La société chinoise est devenue une composante de la société globale. L'usine du monde n'est pas qu'une image, c'est la constatation que l'économie mondiale ne saurait aujourd'hui fonctionner sans la Chine⁹. Beaucoup de pays ont délocalisé une partie si

⁸ Clément SEHIER et Richard SOBEL (Eds) (2015) *Travail, luttes sociales et régulation du capitalisme dans la Chine contemporaine*. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires Septentrion

⁹ Jean RUFFIER (2006). *Faut-il avoir peur des usines chinoises ? Compétitivité et pérennité de l'atelier du monde*. Paris, L'Harmattan.

importante de leur production en Chine qu'ils seraient bien mal à l'aise si les usines chinoises s'arrêtaient de produire. Pays très dépendant de son commerce extérieur, la Chine n'en est pas moins un pays qui refuse d'appliquer les règles communes. Ainsi garde-t-elle une monnaie non convertible, donc une monnaie dont l'appréciation n'est pas directement fixée par le marché. Si les Américains se plaignent volontiers de la valeur trop basse du Yuan, on doit admettre que le système financier chinois a joué un rôle important dans l'arrêt de la crise asiatique et des deux dernières crises bancaires. Refusant de soumettre sa monnaie aux lois du marché financier, l'État chinois peut agir sur une partie significative de la monnaie mondiale. Si certains économistes dénoncent ce qu'ils appellent une tricherie, d'autres se réjouissent de constater que malgré le libéralisme dominant, il existe des leviers d'action sur la monnaie et l'économie mondiale qui dépendent de volontés politiques, fussent-elles chinoises.

L'État chinois reste très interventionniste et planificateur. L'idéologie socialiste a été un peu rapidement enterrée en Occident, lors de la désagrégation de l'URSS. La planification a été abandonnée dans nombre de pays, parce que l'idéologie du pouvoir était favorable au laisser-faire/laisser-aller, ou plutôt, parce que le gouvernement n'avait plus les capacités de dicter ses instructions aux entreprises. En fait, la création d'un espace hors du contrôle des états a limité les capacités de prélèvement d'impôts de la plupart des pays occidentaux. Dès lors, ces états ont perdu de leur puissance.

L'État chinois reste, lui, capable de planifier. Il peut mobiliser rapidement une partie importante des richesses nationales pour faire face à l'imprévu. L'État chinois garde une prérogative qu'avaient les grands États jusque vers la fin du XX^{ème} siècle : il peut décider qui a le droit d'être riche parmi ses citoyens. L'État continue à penser pour ses citoyens à la place d'eux, il continue à peser sur leur vie quotidienne décrétant combien d'enfants ils doivent avoir, s'ils peuvent ou non sortir du pays, etc ... etc...

Le bilan économique du maoïsme a été catastrophique en plusieurs aspects, mais il faut mettre à son crédit l'accès à l'éducation de sa population, et l'instauration incontestée du Parti qui a assuré une stabilité politique exceptionnelle. Ce gouvernement central dans un pays qui ne connaissait que des gestions régionales a permis d'imposer le rôle du Parti sur la vie quotidienne des Chinois : c'est bien le Parti qui décide des carrières dans la fonction publique. Le nombre total de dirigeants nommés par le Parti, la nomenklatura chinoise, serait d'environ 10 millions de personnes. Aujourd'hui, les enfants et les petits-enfants des dirigeants chinois sont eux-mêmes dirigeants et exercent le pouvoir politique et, nouveauté substantielle par rapport aux années maoïstes, cumulent avec le pouvoir politique et pouvoir économique.

D'une manière très opaque, une partie très étroite dans cette nomenklatura, composée de 5000 postes nommés directement par le Comité Central du Parti parmi lesquels plus de 110 sont les dirigeants des entreprises d'État. Vingt-cinq personnes, censées représenter les principales institutions du pouvoir (Armée, Provinces, départements du Parti, Président, président de l'Assemblée du populaire, etc..) sont membres du Bureau Politique et seules 7 personnes forment le Comité permanent du Bureau politique.¹⁰

Mais le pouvoir de ces quelques personnes restait limité par tout d'abord, une durée limitée des mandats politiques (Le président ne pouvait exercer ses fonctions que pour deux mandats successifs). Les politologues spécialistes de la Chine se perdaient en conjectures sur la composition du bureau politique ou sur les équilibres entre camps distincts et partage des fonctions entre le numéro 1 et le numéro 2, lequel semblait

¹⁰ Jean-Pierre CABESTAN, La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance, Les Presses de Sciences Po, 2015, édition mise à jour et enrichie, 1re éd. 2010

représenter, au sein du pouvoir, une vision politique assez différente de celle qu'incarnait le numéro un.

La période récente d'oligocratie chinoise a vu une croissance économique sans précédent dans l'histoire. La Chine a quitté le groupe des pays les plus pauvres pour devenir, un temps, le principal lieu du recul de la pauvreté mondiale. Plus de quatre cent millions de personnes ont quitté une économie de subsistance dépendant des caprices du climat pour entrer dans des emplois d'abord industriels, puis industriels et tertiaires. Ayant assisté et suivi cette période, nous avons été impressionnés de la vitesse et la profondeur de ces changements. Des collègues de l'université cantonaises, que nous avons côtoyé durant de nombreuses années ont connu des enfances de grande pauvreté. Aujourd'hui, certains d'entre eux sont devenus riches et certainement bien plus que la majorité des enseignants-chercheurs européens. Quelques soient les niveaux de revenus, aucun n'aurait imaginé dans ses rêves de jeune étudiant en arriver là. De plus, la très grande porosité des emplois publics et de l'économie de marché a contribué à créer une classe moyenne, tout en mettant en place des mécanismes de régulation économiques et sociaux assez inégalitaires. Comme la plupart des spécialistes du développement, nous n'avons pas su prévoir un tel « décollage ». Alors que la plupart des analyses publiées tout au long des années quatre-vingt-dix et jusque vers 2005, prévoient un arrêt rapide de cette croissance inouïe, le gouvernement semblait toujours trouver le moyen d'éviter l'échec. La Chine faisait, de nouveau, preuve d'une capacité à intégrer les technologies plus rapidement que nous ne l'anticipions¹¹. Et puis, chercheurs du développement industriel, nous voyions les usines s'amasser dans la région cantonaise. Plus elles s'installaient, plus elles se développaient, et d'autres venaient s'ajouter à elles. L'atelier du monde se cristallisait sous nos yeux dans une zone essentiellement rurale. Aujourd'hui encore, cette zone constitue la plus importante zone industrielle mondiale.

Quelque chose se passait donc, que nous ne comprenions pas et qui assurait à ce pays un dynamisme étonnant. Peu à peu, les spécialistes de la Chine se sont mis à douter de leurs analyses et à se demander s'il n'existait pas un génie culturel chinois, ou une efficacité insoupçonnée des systèmes dictatoriaux. Ces questionnements allaient de pair avec une perte de confiance dans le libéralisme économique et dans la démocratie.

Comme scientifiques, nous ne pouvons que constater que l'économie est un art bien risqué, mais nous avons basé une grande partie de nos analyses sur la dualité des mécanismes de croissance en Chine. Le décollage économique des années quatre-vingt peut s'expliquer facilement par certains faits objectifs : un assez bon niveau d'éducation, une industrie variée, la proximité de Hong-Kong dans le rôle moteur du Sud de la Chine, l'importance des capitaux des chinois de l'étranger. N'eut été son aventure maoïste, le pays aurait connu cette croissance beaucoup plus tôt. Mais c'est la force de ce développement qui intrigue. Nous avons aussi théorisé la coexistence de plusieurs vagues d'investissements et donc de plusieurs modèles industriels. Nous avons aussi constaté que la distribution des pouvoirs décisionnels sur les territoires donnait à la Chine une sorte de souplesse génératrice de croissance locale. Ce capitalisme local avait été théorisé par Jean OI dès le début des années quatre-vingt-dix et nous n'avons pas constaté de changements fondamentaux à ce sujet¹². Au contraire, nous avons

¹¹ ZHAO Wei, 2006, Economie de l'innovation et développement des capacités technologiques en Chine : l'apprentissage technologique dans les industries automobiles et électroniques, Thèse présentée à l'Université Sorbonne Nouvelle

¹² Jean C. OI (1995). "The Role of the Local State in China's Transitional Economy." *China Quarterly* 144(Dec. 1995): 1132-1150.

l'impression d'une certaine distribution du pouvoir industriel : l'état central à Pékin se réservaient les technologies de pointe et certaines entreprises dans des secteurs stratégiques (car utiles à l'armée) comme les satellites, les télécoms, les nanotechnologies ; les gouvernements locaux disposaient alors d'une grande marge de manœuvre dans des secteurs de technologies productives de masse. Cette économie à plusieurs vitesses, opposant au moins une économie rapide et technologiquement avancée mais très limitée en termes d'emplois et une économie plus lente mais massive dans des technologies plus « traditionnelles », reposaient avant tout sur cette distribution des pouvoirs.¹³

Dans les travaux auxquels nous avons participé au sein du réseau INIDET ou des équipes de recherches de l'Université SUN-Yatsen à Canton, nous avons souvent relevé que les politiques industrielles n'étaient pas homogènes, même au sein de la seule région du Guangdong et, que beaucoup de tactiques différentes étaient tentées en même temps, avec des succès différents. Cette capacité à effectuer des expérimentations en grandeur nature est particulièrement remarquable et nous a semblé unique. Nous avons aussi observé une grande capacité des dirigeants locaux à laisser faire ce qui marchait, indépendamment des grands principes. C'était comme si les pouvoirs publics laissaient toujours le débat ouvert et évitaient de prendre des mesures de manière hiérarchique en s'imposant du haut¹⁴.

Ayant suivi des patrons cantonnais dans des missions d'exploration en Europe, nous avons été surpris par leurs remarques sur le manque de liberté des entrepreneurs occidentaux. Par exemple, les entreprises occidentales ne peuvent construire un bâtiment qu'en se mettant dans la conformité des règlements existants. En Chine, les patrons chinois ne se mettent en conformité que dans la mesure où, une fois le bâtiment construit et opérationnel, ils sont visités par une administration qui leur reproche telle ou telle pratique. Alors vient pour eux la négociation entre ce qu'ils veulent faire et ce que l'administration est prête à autoriser. Autrement dit, d'un côté, seule la connaissance des règles et leur respect, permet d'avancer. De l'autre, l'action s'effectue assez librement, sans se préoccuper des lois, quitte à devoir les respecter après-coup. Cette liberté comporte un danger de taille : alors que les entrepreneurs français savent comment éviter de passer par la case « prison », les entrepreneurs chinois savent que la prison, ou de très graves sanctions, sont une éventualité un peu aléatoire¹⁵.

Dans cette situation nouvelle connue dans la littérature économique, celle du passage d'une économie basée sur l'exploitation des coûts les plus faibles (bas salaires de la main d'œuvre, faibles coûts pour l'énergie, etc) à une économie plus diversifiée capable d'affronter la question du renchérissement des ressources et du travail la main d'œuvre, d'ouvrir des nouveaux marchés, de proposer des produits plus diversifiés, les capacités d'innovation technique devraient être des clés du changement économique en profondeur.

¹³ Plusieurs de ces écrits ont été réunis dans le livre édité sous le nom de notre étudiant disparu trop tôt, Romain BIRONNEAU, Ed. (2012). *China Innovation Inc. Des politiques industrielles aux entreprises innovantes*. Paris, Presses de Sciences Po. Voir aussi Rigas ARVANITIS et ZHAO Wei (2007). Les politiques parallèles du développement industriel; Politique industrielle et effets d'agglomération en Chine. Dans F. BAFOIL_(Ed) *Économie politique des pays émergents en Europe de l'Est et en Asie : entreprises et politiques d'aménagement des territoires*. Paris, CERI <http://etats-entreprises-et-territoires.contenu-numerique.com/>.

¹⁴ Ezra F. VOGEL (1989), *One Step Ahead in China - Guangdong under Reform*, Harvard University Press, 510p.

¹⁵ Jean RUFFIER (2006) *Faut-il avoir peur des usines chinoises – compétitivité et pérennité de l'atelier du monde*, L'Harmattan.

Cf aussi : Jean RUFFIER, Laetitia GUILHOT, Catherine MERCIER-SUISSA (2013), *Face aux nouvelles stratégies déployées par les investisseurs chinois en Europe et en France: quelle(s) réponse(s) adopter?*, Rapport pour la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie

A notre connaissance, cette question de l'accès à la technologie est toute aussi centrale que celle, plus connue des commentateurs occidentaux, de l'accès aux ressources énergétiques et minières.¹⁶ Il est vrai que la Chine impressionne par la hauteur des investissements en recherche développement, et par le nombre de dépôts de brevets. Cependant, notre équipe a toujours été réservée sur les capacités chinoises à entrer dans une R&D de pointe.¹⁷ Nous avons reconnu sa capacité à copier des technologies étrangères, capacité systématiquement encouragée par les pouvoirs politiques locaux¹⁸. Mais cette reconnaissance, généralisée maintenant dans les milieux économiques non chinois, se traduit par une méfiance également généralisée, et par une difficulté à insérer les équipes chinoises dans le monde de la recherche technique de pointe. Nous avons également déjà insisté sur la mauvaise qualité des brevets déposés par la Chine. De nombreux brevets sont la reprise de technologies étrangères afin d'empêcher leurs auteurs d'obtenir des royalties en Chine. La Chine n'a rattrapé son retard sur les pays avancés que dans peu de domaines, pour le reste, nous la voyons en retard et nous doutons de la force innovatrice des universités chinoises.

Il ne fait nul doute que la connaissance des théories économiques, et celle du monde occidental, sont plus fortes chez XI Jinping qu'elles ne l'étaient chez MAO. Mais tout indique un retour vers une autocratie, un pouvoir sans contre-pouvoir. Nous aimerions nous tromper mais il nous semble que certains indicateurs confirment ce diagnostic. En particulier, nous pensons avec beaucoup d'autres que la façon dont sont mises en place les politiques économiques les plus récentes, depuis la prise du pouvoir par XI Jinping et LI Keqiang, relève de modes de décision extrêmement autoritaire où a disparu cette composante qui nous avait tant étonné, à savoir la capacité à expérimenter localement, la capacité à discuter des mesures envisagées avant de les généraliser, l'ouverture à des propositions parfois contradictoires. Dans les dernières années, Gilles GUILHEUX rappelle l'importance de trois domaines où le gouvernement a dû intervenir de manière urgente face à la montée des conflits que nous évoquerons dans la section suivante. Trois questions ont fait l'objet de réformes et de mesures importantes : le règlement de la dette des gouvernements locaux, celle des droits de propriété de la terre et des mesures de libéralisation des échanges commerciaux avec les principaux partenaires économiques étrangers. « *Toutes ces mesures engagées sous le mandat de Xi Jinping sont décidées au sommet de l'Etat et participent d'une pratique autoritaire du pouvoir avec pour objectif de renforcer le système actuel, sans vision à long terme. On est donc très loin des modalités de la réforme des décennies 1970 et 1980 lorsque des expériences étaient conduites au niveau local avant d'être généralisées* » (GUILHEUX, OP. CIT. p. 244).

A mesure que se réduisent les espaces de débats dans l'Université chinoise, que les experts, chercheurs, fonctionnaires, décideurs craignent de se voir reprocher des idées trop différentes de celles professées par les autorités centrales, l'élan qui avait marqué les premières vagues de croissance se brise en ce moment, et les conditions ne sont pas réunies pour trouver des solutions qui permettraient non seulement d'être la plus grande économie du monde mais aussi celle d'un pays riche. Or la puissance aujourd'hui est liée

¹⁶ Jean-Yves CARFENTAN (2015). *Le défi chinois. Les nouvelles stratégies d'un géant*. Le Seuil.

¹⁷ ARVANITIS Rigas, QIU Haixiong (2004), IDRC report on R&D in Universities and Different Institutional Settings in South China: Research for Policy, 84 p. Voir aussi notre article grand public sur la recherche en Chine : ZHAO, Wei et Rigas ARVANITIS (2014). "Chine cherche tête chercheuse." *Alternatives Internationales Hors Série n°14*: 134-135. Les travaux de Romain BIRONNEAU et Bernard KAHANE (dans BIRONNEAU, 2012, op.cit.) montraient aussi une faiblesse de la recherche dans les nanotechnologies.

¹⁸ Eglantine JASTRABSKY et R. ARVANITIS (2006). "Un système d'innovation régional en gestation: l'exemple du Guangdong." *Perspectives Chinoises*.

à la taille du pays et à son intrusion dans le commerce mondial, mais n'est certainement pas celle de la première puissance économique mondiale.

La montée des conflits

La Chine n'a jamais été un pays irénique. La période maoïste a atteint des sommets dans la conflictualité, celle-ci s'étendant dans toutes les cellules de la société : le Parti, les entreprises, les écoles, la famille. La période d'émergence de l'économie (1990-2010) a paru apaisée en comparaison. La croissance faisait passer au second plan les drames nombreux créés par des fermetures d'entreprises publiques déficitaires ; ces fermetures se traduisaient par la perte des unités de vie des salariés, unités de vie qui assuraient la sécurité matérielle des personnes qui y travaillaient. Voir fermer son entreprise a pu être compensé par l'entrée dans le système salarial de membres de la famille, et par l'octroi d'appartements comme solde de tous comptes. Elle a créé des situations désastreuses dans des régions délaissées, lesquelles situations se sont traduites par des éruptions de violences, rapidement réprimées et étouffées par le régime.

De manière plus générale, la structure de la société chinoise a été profondément modifiée avec les réformes économiques et la marchandisation des structures productives publiques. Si on a vu apparaître une classe moyenne instruite et poussant l'économie par ses dépenses accrues (estimée de manière assez lâche entre 15 et 25% de la population), on y voit aussi de profonds clivages et des inégalités croissantes se creuser au sein de la nouvelle économie urbanisée. De plus, l'appartenance à cette classe dite moyenne semble plus reposer sur son statut de consommateur que dans ses positions au sein de l'appareil productif et économique national. Or la croissance actuelle ne semble plus pouvoir permettre l'augmentation de cette classe, ni même satisfaire ses besoins actuels du fait du renchérissement des prix à la consommation et des prix de l'immobilier.

Cependant, l'essentiel des conflits se situe ailleurs. Ce n'est qu'à partir de 2009 que nous avons constaté l'apparition de conflits dans les usines exportatrices. Cela a provoqué une surprise d'autant plus forte que les industriels étrangers donnaient assez spontanément la paix sociale comme un des arguments pour installer leurs usines dans ce pays. C'est aussi la période de plus forte croissance industrielle. Intrigués par l'apparition de conflits dans les usines asiatiques de Chine, puis dans les usines françaises, nous avons commencé à réfléchir à cette question à partir de 2010. Notre collaboration avec des universitaires chinois nous a alors permis d'obtenir une sorte de mandat indirect de la part d'autorités chinoises locales qui voulaient aussi répondre à cette question. Cette demande de recherche nous avait ouvert les portes des spécialistes chinois travaillant sur les conflits du travail. Il faut dire que de plus en plus d'universitaires entrevoyaient l'arrivée d'un grand soir, imaginant une jonction de toutes les luttes. Le pouvoir lui-même montrait sa préoccupation, laissant filer les salaires et, se préparant, sans trop le cacher, à des conflits de grande ampleur. Les recherches menées par notre centre¹⁹ ont duré trop peu pour donner lieu à des conclusions définitives, mais, nous avons relevé de nombreuses similitudes avec les grèves de la fin du taylorisme dans les années 1970-80 en Europe. En fait, comme en Europe, les ouvriers peuvent accepter un travail très répétitif et à forte

¹⁹ Jean RUFFIER (2014), *New social conflicts in the Guangdong province: historical and sociological perspectives*, in RICHET, DELTEIL, DIEUAIDE eds (2014), *Strategies of Multinational Corporations and Social Regulations: European and Asian Perspectives*, Springer

cadence durant des années. Mais au bout d'une vingtaine d'années, ils n'en veulent plus pour eux, ni pour leurs enfants. On peut y voir une des raisons des délocalisations d'entreprises fabricant les produits de masse. Avant que les pays riches décident de délocaliser sous prétexte de salaires trop élevés, ils constatent une difficulté de plus en plus grande à recruter des ouvriers non qualifiés pour ces travaux. Il n'est donc pas étonnant que les entreprises que nous suivions dans le Delta de la Rivière des Perles ont commencé à parler de problèmes de recrutement d'ouvriers non qualifiés à partir de 2008. Avant, le recrutement n'était pas un problème, au point que les entreprises n'avaient aucune politique pour retenir la main d'œuvre. Elles s'accommodaient de turnover souvent supérieurs à 75%.

Depuis 2014, il ne semble plus guère facile de travailler sur les conflits ouvriers, ni de trouver des statistiques crédibles. Ce n'est vraisemblablement pas qu'ils aient diminué d'intensité. Ce qui est certain, c'est que les salariés sont devenus moins dociles. La conflictualité augmente dans la société chinoise, notamment autour des problèmes de logement. L'explosion des prix de l'immobilier se traduit par des tensions fortes. Les manifestations à ce sujet ne sont pas rares.

Mais ce ne sont pas les seuls conflits à devenir préoccupants. Si plus de 80% de la population se considère comme chinoise avant tout, la majorité du territoire relève de populations qui se définissent par leurs langues, leurs traditions, leurs religions, ce qui a toujours causé des tensions avec une volonté gouvernementale d'homogénéisation de la population. Les observations que l'on peut faire en lisant les journaux chinois, où en se promenant régulièrement sur l'ensemble du territoire de ce pays continent, montrent qu'à l'évidence la conflictualité augmente. La répression est de plus en plus visible et elle est massive²⁰. Il semble que le pouvoir tende à durcir son action et à imposer une pensée, une culture et une langue chinoise, plus qu'il ne l'a fait dans le passé. La brutalité de plus en plus sensible de la répression risque d'entraîner le pays dans des conflits d'autant plus violents que le pouvoir n'a pas réussi à empêcher la diffusion d'idéologies religieuses, anticomunistes ou indépendantistes, susceptibles de nourrir des jeunes ayant perdu leurs repères culturels. Le niveau de violence est déjà élevé, et la Chine n'est pas à l'abri de conflits armés en son sein.

Enfin, il faut rappeler que la Chine a longtemps été considérée comme une puissance pacifique hors de ses frontières. Elle a connu peu de conflits externes, sinon lorsqu'elle a été envahie. Cela pourrait changer. L'investissement militaire est devenu un des plus importants mondialement, dépassé uniquement par celui des USA. Et un certain nombre d'actions laissent à penser que le pouvoir n'hésiterait pas à tenter de resserrer ses liens internes en se lançant dans une aventure militaire externe (ou interne selon la vision que l'on en a). Des signaux alarmants en ce sens ont été repérés à Hongkong, dans les rapports avec Taïwan, ou dans l'appréhension des eaux territoriales chinoises. Une action chinoise armée contre une puissance moyenne serait probablement utilisée comme un moyen d'isoler économiquement la Chine, ce qui aurait très rapidement des conséquences négatives sur son économie. Une attaque massive de Taïwan, chose qu'imaginent comme très probable, une majorité de nos interlocuteurs chinois, entraînerait ce pays, et le monde avec lui, dans un futur très incertain.

Le contrôle des citoyens et des fonctionnaires

²⁰ <http://www.slate.fr/story/166940/chine-camps-internements-massifs-minorites-ethniques-ouighours-persecutions-violences-surveillance>

Une autre chose nous étonnait : si les publications, les déclarations publiques, étaient extrêmement formatées et contrôlées, les débats dans l'Université étaient très ouverts, même lorsque des officiels étaient présents, y compris sur des sujets politiques « chauds » et sensibles mettant en cause le bien-fondé de certaines mesures. La qualité des discussions que nous avons eues avec les décideurs publics nous fascinait. Les dirigeants locaux participent aux débats, toujours à l'écoute d'une idée nouvelle, d'une vision sous un autre angle²¹. Ce n'est pas que l'ouverture y soit plus grande que dans notre propre pays mais les débats semblent participer d'un élan commun qui aboutit souvent à des choix et des politiques dans la conduite des affaires publiques (et privées). Le lien entre les débats et les expérimentations est certainement plus immédiat que dans notre pays. L'écoute est aussi souvent plus intense : dans une des interviews avec un patron de PME nous avons tenté de savoir dans le détail quels étaient les informations et les activités que les clients étrangers fournissaient à cette PME pour obtenir exactement le produit dont le client avait besoin. En souriant, après nous avoir expliqué ces échanges avec ses clients étrangers, ce patron nous dit alors : « *En réalité le client étranger est mon professeur !* ». Cela résume assez bien ce que nous avons constaté dans les échanges entre fournisseurs et clients dans le Sud de la Chine.²²

Parallèlement, de nombreux fonctionnaires de gouvernements locaux, souvent jeunes, étaient avides d'informations sur les pratiques de gestion et d'organisation ailleurs. C'est certainement ce besoin profond de connaissance qui nourrit cet élan. C'est aussi la possibilité effective de mener à bien une politique qui intéressait ces jeunes fonctionnaires, qu'ils soient membres du Parti ou pas (en général c'était le cas). Même si les fonctionnaires publics sont prudents, ils doivent montrer que leur gestion locale des affaires publiques est couronnée de succès. C'est même la clé de leur avancement, en même temps que dans la réussite des entreprises localement se trouve la base fiscale de leur administration. Or, comme le montre la récente thèse de Coraline GORON²³ dans le cas des politiques énergétiques et environnementales, le Parti n'a jamais cessé d'employer le « *système d'évaluation des objectifs* » qui sert à l'évaluation et l'avancement des cadres du Parti. Une composante importante de cette évaluation porte sur la capacité du fonctionnaire à mettre en place des réglementations et faire prospérer économiquement leur administration. Simultanément et sans abandonner ce système hiérarchique et bureaucratique centralisé, le gouvernement central démantèle les anciennes formes de régulations issues du socialisme et met en place des mécanismes de régulation par les marchés – en donnant, de fait, une grande liberté aux entrepreneurs au mépris des ouvriers et des travailleurs. En dehors de l'injustice flagrante de ces politiques libérales, les cadres locaux sont souvent issus des entreprises, qu'elles soient publiques ou pas. Il nous est arrivé plus d'une fois pendant les entretiens de découvrir que tel entrepreneur était aussi le président d'un quelconque comité économique, juridique, ou réglementaire, voire d'une commission de discipline du Parti ou d'une instance de contrôle politique. A l'inverse certains fonctionnaires nous expliquaient que leur participation personnelle dans la résurrection de la vie entrepreneuriale de leur village dépendait de leur

²¹ QIU Haixiong (Ed.) (2007), « 区域创新与企业发展 », 丘海雄主编, 北京: 经济科学出版社 (« Innovation régionale et développement d'entreprise », Pékin : Editions des sciences économiques / UNESCO)

²² ARVANITIS, R., W. ZHAO, H. QIU and J.-n. XU (2006). "Technological Learning in Six Firms in South China: Success and Limits of an Industrialization Model." *International Journal of Technology Management* **36**(1/2/3): 108-125.

²³ Une très belle thèse, récemment défendue, montre le détail de ce mécanisme d'évaluation des carrières des fonctionnaires. C. GORON (2017) *Climate Revolution or Long March? The Politics of Low-Carbon Transformation in China (1992-2015). The Power Sector as Case Study*. Université libre de Bruxelles. 15/12/2017.

implication personnelle ! Nous avons appelé cela de la « *corruption industrialisante* » et il nous est difficile d'établir empiriquement cette connexion particulièrement forte entre carrière des cadres et engagement financier personnel des cadres dans les entreprises locales. Ce mélange de carrières privées et publiques n'est nullement dénoncé, XI Jinping en faisant même un cheval de bataille.

Ces politiques localement pouvaient se traduire, ou pas, en de véritables réussites économiques mais elles étaient toujours discutées, de manière assez franche. Il y avait bien des lignes rouges à ne pas franchir : il n'est pas question de mettre en cause le pouvoir du Parti, ni l'intégrité du territoire chinois, mais, au moins jusque vers 2017, mêmes les chercheurs étrangers étaient sollicités pour chercher ouvertement les causes des problèmes dans les entreprises, l'Université ou les pouvoirs locaux, et débattre d'hypothèses multiples sur l'organisation du travail et la résolution des conflits, nombreux, que nous constatons notamment dans les entreprises.

Le contrôle du Parti sur tous les aspects de la vie des citoyens chinois n'impliquait pas d'interdire aux intellectuels de s'informer sur les différentes autres théories. Il n'empêchait pas non plus le débat. Le pouvoir était exercé par des individus aux idées parfois contraires, donnant force aux consensus. Encore maintenant, beaucoup d'étrangers s'étonnent de la difficulté à formaliser des décisions claires à différents niveaux de l'administration chinoise. Cette clarté n'est pas recherchée, dès lors que ceux qui s'opposent s'entendent. Et en matière de développement économique, la priorité absolue non seulement du gouvernement mais aussi celles des citoyens, devenus des acteurs économiques consommateurs, est de trouver des solutions consensuelles et qui évitent la conflictualité. Ce conservatisme contraste d'ailleurs avec la mobilité extrême qu'a connue la société chinoise ces derniers 40 ans. A bien y regarder, le dynamisme que nous observons n'était pas dénué d'échecs, de fausses voies, d'individus brisés faute d'avoir réussi. De plus, les défauts d'une administration par trop centralisée et tatillonne étaient visibles mais parfois, le besoin de trouver de nouvelles voies laissait des marges de liberté étonnantes aux acteurs. Ainsi, alors même que le pouvoir semblait s'exercer de la manière la plus autoritaire, on trouvait des espaces de liberté et des capacités à inventer des formes nouvelles de fonctionnement.

La modernisation économique de la Chine, l'envoi de nombre de ces jeunes dans les universités étrangères modifie la manière de penser de ses élites, mais la Chine reste une dictature qui contrôle de près ces citoyens qu'ils soient en Chine ou à l'étranger. C'est un pays qui a une des plus importantes polices de la pensée du monde. Il y a autant de personnes employées à contrôler les communications et internet qu'il y en a dans le reste de l'armée chinoise. Le système de l'enfant unique était un instrument remarquable et peu coûteux de contrôle de la population. L'abandon de la politique de l'enfant unique pose la question de ce que va devenir l'immense réseau de personnes supposées contrôler la fécondité de chaque citoyen. On peut s'interroger des capacités qu'aurait l'Etat central à résoudre seul et sans débat la question critique des inégalités croissantes, l'opposition toujours très forte des villes et des campagnes, ainsi que la question devenue insupportable des pollutions urbaines. Et les dernières nouvelles venant des universités chinoises ne semblent pas pousser à l'optimisme : nos collègues de l'Université SUN Yatsen doivent désormais déposer de manière écrite l'ensemble des cours qu'ils vont donner, et ce, trois mois à l'avance. Déjà les étudiants commencent à noter le nombre de choses qu'ils savent fausses et qui leur sont nonobstant enseignées. L'Université va donc avoir de plus en plus de mal à constituer le vivier d'idées nouvelles dont l'économie chinoise en reconversion a cruellement besoin.

Les effets désastreux de la lutte contre la corruption

Une des raisons de la popularité populaire de XI Jinping est le fait qu'il apparaît mener une lutte sans concession contre la corruption. En effet, si beaucoup ont vu, dans cette lutte, un moyen d'éliminer ses adversaires au sein du pouvoir, il est incontestable qu'elle a été menée à tous les échelons de la société chinoise. Or beaucoup d'acteurs économiques, tant Chinois qu'étrangers, se plaignaient d'une corruption importante. Comme nous venons de le préciser lors de périodes de forte croissance, cette corruption généralisée, était finalement tolérée voir permise. C'est précisément en dénonçant cet état de choses, en analysant la perversité de cette corruption « industrialisante » que HE Qinlian, célèbre économiste qui avait produit une critique cinglante et approfondie de cette forme de modernisation économique, a dû fuir de Chine après avoir été pourchassée précisément par ces mêmes personnes que son analyse mettait en cause.²⁴ Mais ces critiques étaient rares : aujourd'hui, les critiques de la corruption sont plus courantes, car cette dernière est supposée fausser le jeu normal de la concurrence.

Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les aspects moraux de la corruption en Chine. Il suffit de signaler l'incertitude fondamentale qu'introduit le système juridique et le rôle du Parti dans tout procès. Ce que nous rapportent plusieurs industriels avec nous avons pu discuter, chinois ou non chinois, met en lumière cette dimension liée à l'absence d'état de droit en Chine. Tout acteur économique sait qu'en Chine, sauf à être certain de l'appui des plus hauts dirigeants, il est impossible de connaître l'issue d'un procès que l'on ferait contre un concurrent ou un partenaire qui ne respecterait pas la loi ou un accord fait avec vous. Les juges vont étudier votre affaire au regard de la loi, mais le Parti aura, s'il le souhaite, le dernier mot. Le problème est que vous ne savez si le Parti va intervenir, et surtout quel sera le plus haut niveau de l'intervention. Si le Parti intervient, la loi sera mise de côté au profit des intérêts supposés du Peuple.

Pour les acteurs économiques cette incertitude est redoutable. Les industriels doivent ainsi fonctionner dans l'idée que tout client peut brutalement ne pas payer sans être poursuivi, n'importe quel concurrent peut piller leur savoir-faire et leurs brevets sans craindre de conséquences²⁵. La conclusion est simple, il ne faut faire d'affaires qu'avec des amis et il faut des amis dans la classe politique, sous peine d'échec assuré à la première trahison d'un employé. Et toute entreprise étrangère doit toujours s'assurer qu'elle bénéficie bien de la bienveillance d'un cadre ou d'un fonctionnaire, sur qui il faut s'appuyer pour obtenir autorisations et une certaine protection.²⁶ L'observation de patrons chinois montre qu'ils passent la plus grande partie de leurs temps dans des activités apparemment festives avec des clients, des fournisseurs et des fonctionnaires, puissants ou pas. Ces activités permettent d'entretenir des relations utiles pour continuer

²⁴ HE Qinlian, *Les écueils de la modernisation* (1988). On peut lire l'excellent article qui a mis le feu aux poudres car publié à l'étranger et en anglais : "China's listing social structure." *New Left Review* 5 (sep/oct 2000): 69-99.

²⁵ On se rappellera l'exemple malheureux de Danone qui a dû accepter le pillage de ses brevets par Wahaha, faute d'avoir su admettre qu'un des dirigeants chinois, proche du PDG français, s'apprêtait à le trahir, sans d'ailleurs s'en cacher. Danone a perdu tous ses procès en Chine, gagnant par contre un procès à Stockholm.

²⁶ Barbara KRUG et son équipe, en se fondant sur d'importants travaux de terrains auprès d'entrepreneurs chinois, confirme cette analyse. KRUG, B., Ed. (2004). *China's rational entrepreneurs*. London, Routledge Curzon.

à faire des affaires avec une prévisibilité raisonnable du comportement des partenaires avec lesquels ils sont engagés²⁷.

Or depuis que XI Jinping a pris le pouvoir, avec la chasse impitoyable contre la corruption, patrons et fonctionnaires s'efforcent de se rendre le plus invisibles qu'il leur est possible. Les fonctionnaires prennent le moins possible de décisions, les patrons privés privilégient les projets à très court terme, et s'efforcent de mettre le maximum d'argent à l'abri, parmi des proches ou à l'étranger. Si les chiffres de l'activité économique d'aujourd'hui sont devenus très opaques dans leur construction, c'est vraisemblablement que l'activité économique s'essouffle beaucoup plus nettement que ne le laisse apparaître les statistiques officielles.

Contrairement aux habitants des pays à état de Droit qui voient la corruption comme un problème, les Chinois utilisent la corruption comme un outil industriel et économique. En effet, si les acteurs économiques ne peuvent se tourner vers les tribunaux pour exiger le respect d'un accord industriel ou commercial, alors ils ne passent contrat qu'avec des amis, dont ils s'assurent, notamment par des cadeaux, la fidélité : c'est la définition même de la corruption, et la surprenante croissance chinoise n'a pu se faire que grâce à ce mode de relations personnalisées entre acteurs économiques et politiques.

Conclusion

La Chine est devenue la deuxième puissance économique mondiale en quelques décennies. Simultanément, le pouvoir politique chinois s'est maintenu et n'a pas permis de réaliser les transitions économiques et politiques au même rythme que l'exigeait sa croissance, et qui en ferait aujourd'hui un pays vraiment riche. En nous appuyant sur les travaux du Centre de de recherches de l'Université SUN Yatsen à Canton et d'un réseau international de chercheurs,²⁸ nous avons pu interroger ce qui a fait le succès économique de la Chine, et saisir les grandes dynamiques qui ont permis un rattrapage économique fondé avant tout sur l'augmentation des marchés intérieurs et l'insertion de la Chine dans un nombre considérable de chaînes de valeur du commerce international. Cette dynamique générale a permis d'acquérir des technologies et assurer les besoins de la nouvelle machine économique. Nous avons aussi montré que le développement économique du pays se fonde sur plusieurs dynamiques simultanées qui ont été mises en place dans des phases successives d'investissement, chacune avec une logique qui leur est propre. De plus, une certaine indépendance des provinces et des autorités locales par rapport au gouvernement central a été essentielle pour assurer la progressive marchandisation des structures industrielles. Mais nous avons aussi détecté des facteurs importants d'instabilité du fait de difficultés économiques réelles communes à tous les pays intermédiaires, au passage à un nouveau régime de croissance appelé « *middle income trap* ». Le ralentissement actuel de la croissance chinoise en est la preuve et avec l'augmentation des salaires, le pays doit utiliser d'autres leviers de compétitivité comme l'innovation, l'ouverture de nouveaux marchés, l'intégration de technologies nouvelles,

²⁷ GAO Chong (高崇) (2006) *The Making of Migrant Entrepreneurs in Contemporary China : an Ethnographic Study of Garment Producers in Suburban Guangzhou*, Mémoire de thèse de sociologie de l'University of Hong Kong, 30 avril 2006, 305 p. Et RUFFIER (2006) op cit, RUFFIER dir (2014) op cit.

²⁸ L'Institut International pour le Développement des Technologies (INIDET)

autant de domaines dans lesquels le pays semble en retard²⁹. De plus, la Chine connaît des difficultés dues à l'augmentation des conflits à tous niveaux, tant dans les entreprises que dans la société, avec des tensions énormes entre le pouvoir central et les populations. Les interprétations contradictoires qui existent sur la formation de la société chinoise d'aujourd'hui sont des preuves de ces difficultés. Nous ne pouvons pas ne pas nous inquiéter des risques de plus en plus visibles de conflits armés externes, qui ne sont pas un facteur d'amélioration de la situation économique.

Mais notre argumentation principale repose sur l'évolution du pouvoir qui, au plan central est passé d'une forme oligocratique à une forme mono dictatoriale, ce qui au plan local rend de plus en plus dangereuses les prises de décisions politiques. Une certaine collégialité du pouvoir central ainsi qu'une capacité à expérimenter localement rendaient la croissance chinoise particulièrement vive. Le pouvoir actuel applique par contre des recettes anciennes propres d'une dictature aux mains d'un seul homme, lequel remet au goût du jour le culte de la personnalité. Gouvernée par une seule pensée, le pays va devenir de moins en moins capable d'inventer et de négocier des voies nouvelles. Le pouvoir semble s'enfermer dans une vision de plus en plus paranoïaque, ce que confirment les mesures de contrôle prises dans les universités. Les pouvoirs politiques locaux jouent de moins en moins la fonction d'expérimentations de stratégies nouvelles qu'ils ont pratiqué dans certaines régions clés pour le décollage de la Chine. Les acteurs privés se sentent de plus en plus contrôlés, et craignent davantage qu'auparavant des sanctions éventuelles. Dans la même ligne, nous estimons que la politique de la lutte contre la corruption bloque les initiatives des responsables des politiques économiques qui craignent de se voir brutalement reprochés des décisions qu'ils auront prises. Et, le contrôle de plus en plus lourd des populations réduit la capacité de la main d'œuvre à aller vers l'emploi. Les mesures de contrôle social réduisent drastiquement la fonction d'innovation et d'apports de solutions nouvelles de l'appareil académique. L'innovation est le grand slogan du pouvoir actuel, mais celle-ci risque de plus en plus à reprendre la pensée de son présent dictateur.

Les moteurs qui ont propulsé la Chine dans le peloton de tête des grandes puissances, au tournant du siècle, ont épuisé leur carburant, ou ont été expulsés dans le vide. Le mode administratif de prises distribuées de décisions qui avait assuré une certaine longévité au régime et permis l'apparition des noyaux d'industrialisation à l'origine de l'émergence chinoise, a repris la forme d'un centralisme autoritaire caractéristique des économies socialistes paralysées du vingtième siècle. La main d'œuvre docile est devenue conflictuelle, les employeurs privés mus par un désir de reconnaissance sociale et de sortie de l'extrême pauvreté de leur enfance sont devenus des opportunistes qui essaient de mettre de l'argent de côté loin de la Chine. Les coûts de production se sont envolés. La remarquable aptitude à copier et à voler les technologies étrangères est désormais trop connue pour se transformer en une aptitude à l'innovation collective. Sauf explosions malheureusement trop possibles, la Chine peut continuer sur son élan, mais les

²⁹ Fred NAVARRO (2006), L'avantage concurrentiel chinois – entre pratiques déloyales et avantages comparatifs, *Perspectives Chinoises*, Hongkong, N°97 pp 13-29

ZHAO, Wei et ARVANITIS, Rigas (2008). L'inégal développement industriel de la Chine : capacités technologiques, système d'innovation et co-existence de différents modes de développement industriels. *Revue Régions et développement*. 28, 61-85.

ZHAO, Wei et ARVANITIS, Rigas (2010). The Innovation and Learning Capabilities of Chinese Firms. Technological Development in the Automobile and Electronics Industries. *Chinese Sociology and Anthropology*. 42 (3), 6-27.

ZHAO, Wei et ARVANITIS, Rigas (2014). L'« atelier du monde » peut-il évoluer ? Le cheminement des entreprises chinoises de l'émergence à l'innovation. *Marchés et Organisations*. 2014 (21), 33-56.

lendemains qui chantent se sont éloignés. Ce n'est pas encore le vingtième et unième siècle qui sera le siècle de la Chine.